## Conseil Départemental du Loiret

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU LOIRET

POLE CITOYENNETE ET COHESION SOCIALE DIRECTION DES RESSOURCES ET DE L'OFFRE MEDICO-SOCIALE

Ref: 74686

#### <u>ARRETE</u> Le Président du Conseil Départemental du Loiret

# Arrêté modificatif fixant les tarifs 2023 du Foyer d'Accueil Médicalisé « Le Hameau de Julien » à BOIGNY SUR BIONNE géré par l'Association Sésame Autisme

Vu le Code de la santé publique,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et en particulier les articles R 314-1 et suivants,

Vu les articles R 351-1 à R 351-40 du même Code relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale,

Vu le décret n° 2006-584 du 23 mai 2006 relatif à la tarification, au financement et à l'administration provisoire de certains établissements et services sociaux et médico-sociaux,

Vu le règlement départemental d'aide sociale du Loiret,

Vu la publication des délibérations du Département du Loiret en date du 6 février 2023 relative au vote du budget primitif 2023,

Vu les propositions budgétaires émises par le gestionnaire pour l'exercice 2023 et transmises au Département du Loiret en date du 25 octobre 2022,

Vu le rapport budgétaire transmis par le Département du Loiret en date du 23 novembre 2023 au titre de l'année 2023,

Vu les observations formulées par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement, en date du 29 novembre 2023,

Vu la réponse apportée par le Département du Loiret en date du 5 décembre 2023,

Vu l'arrêté n°74679 du 6 décembre 2023.

Sur proposition du Directeur général des services départementaux,

#### **Arrête**

Article 1er - Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°74679 en date du 6 décembre 2023.

<u>Article 2</u> - La facturation « hébergement » des journées des établissements implantés sur le département du Loiret doit être établie selon les modalités suivantes :

- les absences inférieures à 72h font l'objet d'une facturation totale
- en cas d'absences supérieures à 72h pour convenance personnelle : la facturation est minorée des charges variables relatives à la restauration et à l'hôtellerie pour un montant fixé dans le Règlement Départemental d'Aide Sociale.
- en cas d'absences supérieures à 72h pour hospitalisation : la facturation est minorée du montant du forfait hospitalier correspondant.

<u>Article 3</u> - Pour l'exercice budgétaire 2023, les recettes et dépenses prévisionnelles du Foyer d'Accueil Médicalisé « Le Hameau de Julien », sis 440 rue du Grand Bouland à BOIGNY SUR BIONNE, sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Total en €
Dépenses	Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante	409 159,00	2 834 999,00
	Groupe II – Dépenses afférentes au personnel	1 954 630,00	
	Groupe III – Dépenses afférentes à la structure	471 210,00	
Recettes	Groupe I – Produits de la tarification	2 782 825,53	2 819 870,53
	Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation	8 120,00	
	Groupe III – Produits financiers et non encaissables	28 925,00	
Résultat incorporé	Excédent	15 128,47	15 128,47
	Déficit		

Article 4 - Le prix de journée moyen 2023 du Foyer d'Accueil Médicalisé « Le Hameau de Julien », sis 440 rue du Grand Bouland à BOIGNY SUR BIONNE, est fixé à 177,88 euros.

<u>Article 5</u> - Compte tenu de la date de notification du tarif, le prix de journée est fixé à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2023 à **269,68 euros**.

<u>Article 6</u> - Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2024, le prix de journée applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 correspond au prix de journée moyen 2023, soit **177,88 euros**.

## Conseil Départemental du Loiret

# REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DU LOIRET

<u>Article 7</u> - Cette décision peut être contestée dans un délai d'un mois à compter de la réception de sa notification aux personnes concernées ou à compter de sa publication pour les tiers en formulant :

- un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Département du Loiret,
- un recours contentieux devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANTES, 2 place de l'Edit de Nantes BP18529 44185 NANTES CEDEX 04.

<u>Article 8</u> - Le Directeur général des services départementaux et le Président du conseil d'administration de l'association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ils recevront ampliation et qui sera inséré au Bulletin Officiel du Département du Loiret.

Fait à ORLEANS, le 0 7 DEC. 2023

Pour le Président et par délégation,

Jean-Luc MONFORT

Responsable du Service Expertise financière

Pôle Citoyenneté et Cohésion Sociale